



Assemblée générale

Distr. générale
27 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 54 de l'ordre du jour provisoire*

**Office de secours et de travaux des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapporteuse : Nini Pharo **Halle** (Norvège)

Résumé

Dans le présent rapport, qu'il a adopté à sa réunion du 24 août, le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient rend compte des activités qu'il a menées en 2021 et décrit en détail la situation financière actuelle de l'Office. Ainsi qu'il l'avait fait dans ses précédents rapports, il conclut ce document par des observations formulées à l'intention de l'ensemble des États Membres.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été institué en application de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, laquelle en a tout récemment prorogé le mandat jusqu'au 30 juin 2023 dans sa résolution 74/83, où elle a souligné la nécessité de poursuivre l'œuvre de l'Office en attendant le règlement équitable de la question des réfugiés de Palestine.
2. Le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 2656 (XXV), avec pour mission d'examiner toutes les questions relatives au financement de l'Office.
3. Le Groupe de travail se compose des représentants des États-Unis d'Amérique, de la France, du Ghana, du Japon, du Liban, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Trinité-et-Tobago et de la Turquie. Il est actuellement présidé par le Représentant permanent de la Turquie, Feridun H. Sinirlioglu.
4. Depuis sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale examine chaque année les rapports que lui soumet le Groupe de travail (celui de 2020 a été publié sous la cote A/75/196) et adopte des résolutions relatives à l'UNRWA et au Groupe de travail, dans lesquelles elle prend note avec satisfaction de l'action menée par celui-ci (la plus récente étant sa résolution 75/94).

II. Contexte

5. La communauté internationale a confié à l'Office la responsabilité de fournir des services essentiels ainsi qu'une protection et une aide humanitaire aux réfugiés de Palestine dans l'ensemble de sa zone d'intervention, à savoir la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne, la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza. Depuis sa création, en dépit de la détresse persistante qui est celle de plus de 5,7 millions de réfugiés de Palestine, l'Office fait face à une pénurie chronique de ressources financières qui met à rude épreuve sa capacité de s'acquitter pleinement de son mandat.
6. Dans l'attente d'un règlement juste et durable de la question des réfugiés de Palestine, il est de la responsabilité collective de la communauté internationale d'apporter des solutions aux problèmes humanitaires que rencontrent aujourd'hui ces réfugiés, dans le respect du droit international, et notamment des résolutions pertinentes de l'ONU.
7. Depuis le début de ses activités en 1950, et avec l'aide et le soutien des gouvernements hôtes et des donateurs, l'UNRWA œuvre en faveur des réfugiés de Palestine à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ainsi qu'en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. À l'heure actuelle, le personnel de l'UNRWA, qui compte près de 29 000 membres, fournit aux réfugiés de Palestine enregistrés auprès de l'Office une aide humanitaire et des services de développement humain indispensables. L'Office joue un rôle important en ce qu'il contribue à la stabilité régionale, aux efforts en faveur de la paix et de la sécurité et à la limitation des effets de l'extrémisme violent dans la région du Moyen-Orient. Il s'efforce de

sauvegarder et de promouvoir les droits des réfugiés de Palestine, en s'appuyant sur le droit international.

8. Les réfugiés de Palestine comptent encore parmi les personnes les plus vulnérables dans les communautés où ils vivent et souffrent de la pauvreté, de la montée du chômage (en particulier chez les jeunes et les femmes) ainsi que de la discrimination sous des formes diverses, de l'exclusion sociale et de restrictions à leurs droits humains.

9. En dépit de ses difficultés financières récurrentes, l'UNRWA continue de prendre des mesures pour accroître son efficacité, tout en maintenant la qualité des services dispensés aux réfugiés de Palestine. Les réformes qu'il engage pour y parvenir témoignent de l'importance qu'il accorde à la transparence et à l'application du principe de responsabilité, dans l'esprit du « Grand Bargain » (pacte relatif au financement de l'action humanitaire) annoncé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu à Istanbul (Turquie) en mai 2016.

III. Secteurs d'activité de l'Office

10. En 2020, l'Office a continué d'apporter une aide humanitaire, des services de développement humain et une protection aux réfugiés de Palestine enregistrés, dans le cadre d'un engagement collectif qui l'a vu unir ses forces à celles des donateurs et des pays accueillant ces réfugiés. Il a dispensé plus de 5,7 millions de consultations de soins de santé primaires, scolarisé 533 342 enfants (en 2019/20), fourni une protection sociale (notamment une assistance pécuniaire et une aide alimentaire) à plus de 390 000 personnes, offert une formation et un enseignement techniques et professionnels à 8 270 jeunes (en 2019/20) et octroyé des microcrédits à 21 339 personnes, dont 8 200 réfugiés de Palestine. En outre, 1 082 logements ont été remis en état ou construits conformément aux normes de sécurité et de protection de l'Office et celui-ci a construit, modernisé ou reconstruit trois centres de santé et 13 écoles. Les services de protection ont été étendus à tous les secteurs d'activité de l'Office, la priorité étant tout particulièrement donnée aux activités de sensibilisation et à celles visant à doter le personnel de l'UNRWA des compétences nécessaires pour protéger les réfugiés de Palestine sur le terrain.

11. Dans la bande de Gaza, les conditions de vie des quelque 1,4 million de réfugiés de Palestine enregistrés se sont dégradées sous l'effet des conflits répétés et du déclin spectaculaire de l'activité économique observé depuis 2000. Le bouclage de Gaza par Israël, maintenant dans sa quinzième année, a des répercussions catastrophiques sur l'économie et les infrastructures, ce qui aggrave la vulnérabilité des réfugiés, multiplie leurs besoins et alimente la situation d'extrême dépendance de la population à l'égard de l'aide internationale. Les divisions entre Palestiniens viennent exacerber cette situation et empêchent le gouvernement palestinien de remplir ses fonctions dans la bande de Gaza, qui reste contrôlée par le Hamas. En 2021, l'UNRWA devrait continuer de fournir une aide alimentaire d'urgence à environ 1,2 million de réfugiés de Palestine, soit plus de la moitié de la population totale de Gaza. Le Groupe de travail est préoccupé par l'augmentation du coût de cette aide, qui résulte de la fermeture de points de passage et des procédures de sécurité imposées par Israël pour l'entrée et le contrôle de toutes les importations de l'Office dans la bande de Gaza. Il souligne que des progrès sont nécessaires pour améliorer la situation économique et humanitaire à Gaza et qu'il importe de mettre intégralement en œuvre les résolutions 1850 (2008) et 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

12. De même, l'occupation israélienne continue de peser sur la vie de la communauté des réfugiés de Palestine en Cisjordanie, qui compte actuellement plus de 870 000 personnes enregistrées dans le secteur d'activité de l'Office dans cette région. La démolition d'habitations palestiniennes, la destruction de biens et de moyens de subsistance et les projets d'expansion des colonies, notamment à Jérusalem-Est, préoccupent vivement la communauté des réfugiés de Palestine. Les restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation ont pour effet d'affaiblir l'économie de la Cisjordanie. Au 31 décembre 2020, le montant total de la taxe sur la valeur ajoutée que le Ministère des finances de l'Autorité palestinienne devait à l'Office au titre de services et de biens acquis pour la Cisjordanie et Gaza s'élevait à 100,8 millions de dollars, somme quasiment égale à celle qui lui était due au 31 décembre 2019.

13. En République arabe syrienne, le conflit continue de faire des ravages parmi les réfugiés de Palestine. Selon les estimations, en janvier 2021, 40 % des quelque 438 000 réfugiés de Palestine présents dans le pays étaient toujours déplacés, les deux tiers d'entre eux ayant été déplacés au moins une fois depuis le début du conflit. Environ 45 000 personnes ont fui la République arabe syrienne pour se réfugier en Jordanie et au Liban. Au total, 95 % des réfugiés de Palestine vivant en République arabe syrienne dépendent de l'UNRWA pour obtenir une aide.

14. D'après les données de l'UNRWA, plus de 475 000 réfugiés de Palestine sont actuellement enregistrés au Liban, sans compter ceux qui sont arrivés de République arabe syrienne. Les réfugiés y restent exclus de 39 professions et font l'objet de plusieurs autres restrictions, comme l'interdiction de détenir des biens immeubles. L'afflux de réfugiés de Palestine venus de la République arabe syrienne a aggravé la dépendance de cette population, qui souffrait déjà d'une pauvreté généralisée. Dans ce contexte, et en plus de la crise économique et sociale aiguë qui sévit actuellement au Liban, les services de l'Office sont une planche de salut pour les réfugiés de Palestine présents dans ce pays. Le Liban compte sur son territoire de multiples groupes constitués de nombreux réfugiés, ce qui met à rude épreuve les ressources nationales, les infrastructures et la cohésion sociale.

15. En Jordanie, pays qui accueille sur son territoire plus de 2,3 millions de réfugiés de Palestine, les conditions de vie sont relativement bonnes, malgré la précarité et l'aggravation de la pauvreté dont beaucoup continuent de souffrir. La situation des réfugiés venus de la République arabe syrienne, notamment des réfugiés de Palestine en provenance de ce pays, continue de poser des difficultés au gouvernement du pays hôte autant qu'à ceux qui demandent de l'aide.

IV. Structure de l'Office

16. Les activités de base de l'Office sont inscrites dans son budget-programme, qui prévoit les ressources nécessaires pour financer son programme de travail, lequel reste inchangé au fil des ans et concerne essentiellement l'éducation, la santé, les secours et les services sociaux. Le budget-programme englobe l'ensemble des activités et des programmes de l'Office.

17. L'Office dispose d'un seul cadre budgétaire intégré dans lequel sont regroupés son budget-programme, essentiellement financé par des contributions volontaires non préaffectées des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres donateurs, les fonds alloués à des projets précis assortis de calendriers, qui proviennent dans leur intégralité de contributions volontaires préaffectées, et les

ressources autres que les ressources de base, mobilisées au titre des appels d'urgence, qui permettent de lever des fonds, préaffectés ou non, provenant de contributions volontaires.

18. Depuis la deuxième intifada, en 2000, l'UNRWA fournit aux réfugiés de Palestine qui vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie une aide d'urgence financée grâce à l'appel d'urgence en faveur du Territoire palestinien occupé. C'est ce qu'il fait également en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne depuis juin 2012 grâce à l'appel d'urgence pour la République arabe syrienne, dans le cadre du plan d'aide humanitaire pour la Syrie. En intervenant face à la pandémie de maladie de coronavirus (COVID-19), l'Office a démonté sa force en tant que prestataire de services de première ligne. Cette intervention, menée grâce à l'infrastructure et au personnel de base de l'Office, a été facilitée par le lancement d'appels éclairs relatifs à la lutte contre la COVID-19.

19. Les projets, qui font partie intégrante des travaux de l'UNRWA, visent à fournir à l'Office l'assistance technique et les éléments d'infrastructure nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble de ses activités. Leur budget couvre tous les besoins de financement qui n'apparaissent ni dans le budget-programme ni dans les appels d'urgence.

V. Situation financière de l'Office

20. La situation financière de l'Office, qui n'a cessé de se détériorer au cours des dernières années, a atteint un nouveau seuil critique en 2020. Le budget-programme a été fixé à 806 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 56 millions de dollars par rapport au montant de 750 millions de dollars fixé en 2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation des traitements du personnel, la nécessité pour l'Office d'investir dans les infrastructures, qui avaient été négligées au cours des années précédentes en raison de difficultés financières, ainsi que l'augmentation confirmée des besoins et des coûts liés aux réfugiés de Palestine, qui étaient auparavant gérés dans le cadre de budgets à croissance nulle. L'UNRWA a également prévu des montants de 155 millions de dollars au titre de l'appel d'urgence en faveur du Territoire palestinien occupé et de 270 millions de dollars au titre de l'appel d'urgence lié à la crise régionale en République arabe syrienne. En outre, il a lancé un appel éclair pour un montant de 152 millions de dollars destiné à faire face aux besoins humanitaires supplémentaires découlant de la pandémie de COVID-19 dans la région, ce qui a porté le total des ressources demandées à 1 383 millions de dollars en 2020.

21. Le montant total des contributions versées par les donateurs en 2020, tous guichets de financement confondus, s'est élevé à 957 millions de dollars, dont 75,6 millions de dollars récoltés à la suite de l'appel éclair relatif à la COVID-19. Ce montant n'a donc pas égalé les 969 millions de dollars obtenus en 2019 et était inférieur de 596 millions de dollars au montant des ressources demandées par l'Office au titre du budget-programme, des appels d'urgence et des projets en 2020.

22. En 2020, l'Office est resté exposé à un risque imminent d'effondrement de sa trésorerie, peinant sans cesse à maintenir tous les services essentiels destinés aux réfugiés de Palestine. À partir de septembre, les paiements aux fournisseurs ont été retardés. Les activités essentielles n'ont pu être assurées que grâce à un prêt de 20 millions de dollars accordé par le Fonds central pour les interventions d'urgence et à un financement supplémentaire de la part des donateurs, dont une avance sur les fonds prévus pour 2021. Le versement des traitements du personnel a été

partiellement différé pour les deux derniers mois de l'année. Si cette solution a permis de maintenir les services essentiels et de répondre aux besoins critiques, elle a été extrêmement déstabilisante pour le personnel de l'UNRWA. L'Office a reporté environ 75 millions de dollars de passifs dans le budget-programme de 2021.

23. Le sous-financement en 2020 a continué d'avoir des répercussions considérables sur les activités de l'Office. L'insuffisance des moyens au titre du budget-programme a notamment entraîné : a) le maintien du plafond de 50 élèves par classe dans les écoles de l'UNRWA ; b) la suspension des plans visant à supprimer le plafonnement du programme de protection sociale, en vigueur depuis 2013 ; c) un nouveau retard en matière de dépenses d'investissement, notamment dans le parc de véhicules, les équipements informatiques et les logiciels de l'Office ; d) un report continu des travaux d'entretien essentiels, risquant d'entraîner des dépenses accrues à l'avenir.

24. L'UNRWA remercie la Jordanie et la Suède, dont les Ministres des affaires étrangères ont coorganisé, le 23 juin 2020, une conférence d'annonce de contributions tenue en ligne au niveau ministériel, qui a permis à l'Office d'obtenir des contributions supplémentaires d'un montant d'environ 75 millions de dollars. En outre, les Ministres ont coorganisé, en novembre 2020, un dialogue stratégique virtuel sur la précarité de la situation financière de l'Office. Les participants à la réunion ont convenu d'user de leur influence dans le cadre de leurs fonctions de haut niveau et d'endosser un rôle moteur pour favoriser l'engagement financier et politique envers l'UNRWA.

25. Le budget-programme pour 2021 s'élève à 806 millions de dollars, montant égal à celui de l'année précédente. Pour fournir ses services humanitaires essentiels en 2021, y compris la prestation d'une aide d'urgence à plus de 1,5 million de réfugiés de Palestine touchés par une crise humanitaire, l'Office souhaite obtenir un montant supplémentaire de 549 millions de dollars dans le cadre des guichets de financement consacrés aux appels d'urgence. Il est prévu d'utiliser ce montant pour intervenir face aux situations de crise humanitaire prolongée dans le Territoire palestinien occupé et en République arabe syrienne, aux conséquences plus récentes de la COVID-19 dans tous les secteurs et à la crise économique au Liban. Au vu des actes de violence survenus en mai 2021 à Gaza et des tensions croissantes en Cisjordanie, l'UNRWA a également lancé un appel éclair pour récolter 38 millions de dollars en 30 jours. En juin, il a lancé un appel aux fins du financement de l'action humanitaire et du relèvement rapide pour un montant (actualisé) de 164 millions de dollars, visant à couvrir les interventions d'urgence immédiates et les besoins en matière de relèvement rapide jusqu'au 31 décembre 2021.

26. Selon les prévisions actuelles en matière de recettes, le déficit de financement du budget-programme de l'UNRWA devrait s'élever à 100 millions de dollars à la fin de l'année 2021.

27. Fait positif, les États-Unis d'Amérique se sont réengagés auprès de l'UNRWA sur les plans financier et politique, notamment en annonçant en avril 2021 qu'ils reprendraient leur financement à hauteur de 150 millions de dollars, dont 89 millions au titre du budget-programme. Une partie du financement des États-Unis a également été affectée aux appels d'urgence lancés face aux graves problèmes humanitaires en République arabe syrienne, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à Gaza. Ce financement a été essentiel pour parer au risque de rupture des filières d'approvisionnement lors de la livraison de l'aide humanitaire vitale. En mai, les États-Unis ont fourni près de 33 millions de dollars d'aide humanitaire à l'UNRWA

en réponse à l'appel éclair et, en juillet, ils ont annoncé l'octroi de 135,8 millions de dollars supplémentaires à l'appui du budget de base de l'Office.

28. Il importe que l'UNRWA reçoive le soutien nécessaire pour sortir de la situation financière difficile qui est la sienne en 2021. Il est tout aussi essentiel de s'attaquer aux problèmes à long terme causés par les crises de liquidités récurrentes. À cette fin, les Ministres des affaires étrangères de la Jordanie et de la Suède prévoient de coorganiser une conférence internationale sur l'UNRWA. L'objectif sera que les États Membres parviennent à un accord collectif visant à fournir à l'Office des moyens convenus d'atteindre une stabilité et une viabilité, ce qui lui permettra de mettre en œuvre efficacement le mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

29. L'Office étudie d'autres pistes pour trouver des sources de financement innovantes, nouvelles et durables. Il a entamé des discussions avec la Banque mondiale en vue de créer un fonds d'affectation spéciale multidonateur pour soutenir le programme d'éducation de l'UNRWA. Ces discussions restent en suspens jusqu'à ce que des occasions de renouer le contact se présentent. Les membres de l'Organisation de la coopération islamique ont créé un fonds waqf de développement pour l'UNRWA, administré par la Banque islamique de développement. Ce fonds a pour objet de constituer une source durable de contributions au budget ordinaire de l'Office sous la forme de profits générés par un portefeuille d'investissement. Cette stratégie d'investissement à long terme pourrait à l'avenir générer des recettes pour l'UNRWA. Le waqf a été établi, mais des retards interinstitutionnels empêchent malheureusement son exploitation complète à ce jour et l'UNRWA attend que la Banque islamique de développement examine de nouveau l'accord de mise en œuvre et de partenariat pour pouvoir progresser davantage. L'Office a investi dans la collecte de fonds en ligne et auprès de particuliers, comme outil de sensibilisation aussi bien que de levée de financements, afin de diversifier la mobilisation des ressources. En investissant dans les plateformes numériques, et notamment en améliorant la conception des sites Web, le soutien technique et la promotion en ligne, l'Office a vu son financement numérique augmenter. La collecte de fonds en ligne effectuée dans le cadre de nombreuses campagnes s'est révélée fructueuse. En particulier, la campagne en ligne organisée pendant le Ramadan, en avril et mai 2021, a rapporté plus de 1,5 million de dollars, montant qui comprenait les dons issus de la zakat. L'UNRWA souhaiterait récolter davantage de recettes auprès du secteur privé et espère dépasser l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir que 2,5 % du total des contributions proviennent de ce secteur.

30. L'UNRWA maintient une approche sélective à l'égard de ses comités nationaux, en adressant des messages de sensibilisation et de collecte de fonds adaptés aux populations locales dans deux pays (États-Unis et Espagne), en raison du manque de ressources. En 2020, en dépit des difficultés résultant de la pandémie de COVID-19, il a recueilli 4,7 millions de dollars en dons de particuliers. Si l'on compte les fonds mobilisés auprès des gouvernements régionaux en Espagne, les comités nationaux ont levé un montant total de près de 11 millions de dollars en 2020.

31. Dans son rapport du 30 mars 2017 (A/71/849), le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale et à ses commissions concernées d'envisager la possibilité de renforcer l'appui fourni au titre du budget ordinaire de l'ONU à l'UNRWA, de manière à garantir à l'Office un financement suffisant, prévisible et soutenu tout au long de son mandat. Le projet de budget-programme pour 2022 contient une proposition concernant 43 postes de fonctionnaires à financer au titre du budget ordinaire, comme suite à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en 2020.

Évolution du déficit en 2020

| <i>Date</i> | <i>Événement</i> | <i>Montant du déficit (millions de dollars des États-Unis)</i> |
|-------------|--|--|
| 31 janvier | Annonce du déficit de financement, calculé sur la base du montant total des ressources nécessaires, déduction faite des annonces de contributions confirmées | 573 |
| 30 mai | Confirmation des annonces de contributions à hauteur de 163 millions de dollars avant la conférence d'annonce de contributions | 410 |
| 23 juin | Confirmation du montant de 75 millions pendant la conférence d'annonce de contributions | 335 |
| 30 août | Annonce des besoins de financement pour la période de septembre à décembre 2020 | 200 |
| 30 novembre | Annonce des besoins de financement lors de la réunion de la Commission consultative | 114 |
| 31 décembre | Report des passifs non soldés et des prêts impayés à 2021 | 75 |

VI. Conclusions et recommandations

32. Le Groupe de travail souhaite remercier tous les États Membres, les donateurs et les pays hôtes, qui appuient les travaux de l'Office depuis sa création et contribuent à améliorer le quotidien des réfugiés de Palestine, à favoriser leur développement humain et à assurer leur protection.

33. Le Groupe de travail se déclare vivement préoccupé par le grave déficit de financement du budget-programme de l'UNRWA pour 2021 et, dans le respect de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale et des résolutions suivantes prorogeant le mandat de l'Office et sans préjudice des avis sur le budget que pourraient émettre à l'avenir le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission, réaffirme que c'est avant tout aux États Membres et à la communauté internationale dans son ensemble qu'il incombe de veiller à ce que le niveau des services de l'UNRWA reste acceptable, à la fois en quantité et en qualité, et que le financement tienne compte de la nécessité pour l'Office de répondre aux besoins croissants des réfugiés. Le Groupe de travail craint en outre l'effet déstabilisateur que ce déficit de financement risque d'avoir sur la région, dans un Moyen-Orient déjà en proie à des crises d'intensité variable.

34. Le Groupe de travail se félicite de la poursuite des réformes de grande envergure engagées par l'UNRWA, mais estime que les réformes en cours ne suffiront pas à elles seules à régler les problèmes de déficit. Il encourage donc l'Office à poursuivre ses efforts en la matière.

35. Le Groupe de travail rend hommage au Commissaire général et à l'ensemble du personnel de l'UNRWA, qui se sont employés sans relâche, malgré les énormes difficultés opérationnelles qu'ils ont pu rencontrer, à assurer les services courants et les services d'urgence de l'Office.

36. Le Groupe de travail engage vivement tous les gouvernements à tenir compte des considérations qui précèdent lorsqu'ils fixeront le montant de leur contribution à l'UNRWA pour 2021.

37. Sur la base du rapport du Secrétaire général en date du 30 mars 2017 (A/71/849) et des paragraphes qui précèdent, le Groupe de travail :

a) Invite instamment tous les gouvernements à accroître et à maintenir sur plusieurs années, si possible, leurs contributions volontaires à l'UNRWA et à contribuer aux trois guichets de financement de l'Office décrits dans le présent rapport, sachant qu'il est primordial que le budget-programme soit intégralement financé. Les donateurs sont vivement encouragés à verser rapidement les contributions annoncées. Les contributions versées par les gouvernements devraient être adaptées aux besoins de l'Office, tout en tenant compte des effets de l'inflation et d'autres facteurs qui entraînent la hausse du coût des services fournis. Les contributions doivent également être le reflet d'un juste partage des charges à l'échelle internationale ;

b) Félicite l'UNRWA pour les mesures qu'il a prises en vue d'accroître son efficacité tout en maintenant la qualité des services destinés aux réfugiés de Palestine et pour celles qu'il a prise en vue d'améliorer sa transparence en participant à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, et préconise le maintien de ces mesures et la poursuite des efforts de l'Office à cet égard ;

c) Prend note des recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général du 30 mars 2017 (A/71/849) et dans toutes les résolutions relatives au financement de l'UNRWA, dont l'objectif est de remédier aux déficits budgétaires récurrents de l'Office et d'appuyer de manière suffisante et prévisible l'exécution de ses activités essentielles ;

d) Invite instamment tous les gouvernements à fournir des financements pluriannuels non préaffectés, si possible, à apporter des contributions régulières et prévisibles à l'UNRWA, conformément aux recommandations formulées au Sommet mondial sur l'action humanitaire, et à verser ces contributions le plus tôt possible dans l'année.

Annexe I

**Contributions annoncées au titre du financement des programmes
de l'UNRWA en 2021 (en espèces et en nature) au 10 août 2021
et classées par montant**

| <i>Donateur</i> | <i>Total</i> |
|---|--------------|
| États-Unis d'Amérique | 318 400 000 |
| Allemagne | 109 690 083 |
| Suède | 51 430 639 |
| Japon | 46 253 906 |
| Suisse | 28 085 198 |
| Canada | 27 614 551 |
| France | 25 996 835 |
| Norvège | 23 551 308 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 22 340 332 |
| Danemark | 18 750 874 |
| Pays-Bas | 15 240 328 |
| Italie | 11 866 250 |
| Turquie | 10 106 384 |
| Belgique (y compris le Gouvernement flamand) | 8 656 615 |
| Irlande | 8 379 113 |
| Union européenne | 8 358 002 |
| Finlande | 7 302 237 |
| Luxembourg | 5 375 631 |
| Inde | 5 000 000 |
| Espagne (y compris les gouvernements régionaux) | 4 042 584 |
| Autriche | 2 743 477 |
| Jordanie | 2 589 205 |
| Fédération de Russie | 2 000 000 |
| Australie | 1 549 187 |
| République de Corée | 1 190 230 |
| État de Palestine | 1 059 347 |
| Chine | 1 000 000 |
| Nouvelle-Zélande | 714 100 |
| Liban | 503 469 |
| Estonie | 453 860 |
| République arabe syrienne | 418 635 |
| Islande | 360 460 |
| Oman | 316 422 |
| Pologne | 259 491 |
| Roumanie | 178 998 |
| Brunéi Darussalam | 114 712 |

| <i>Donateur</i> | <i>Total</i> |
|-----------------|--------------------|
| Liechtenstein | 112 360 |
| Malte | 60 370 |
| Kazakhstan | 50 000 |
| Philippines | 50 000 |
| Thaïlande | 40 000 |
| Lettonie | 20 156 |
| Portugal | 20 000 |
| Maldives | 1 000 |
| Total | 772 246 348 |

Note : À titre d'effort supplémentaire pour assurer la transparence financière, et conformément à l'engagement qu'il a pris dans le cadre du Grand Bargain de 2016, l'UNRWA publie des données financières sur les domaines publics, conformément à la norme fixée par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Des informations sur le financement peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.unrwa.org/donor_resource. Des données sur les contributions sont disponibles à l'adresse suivante : www.unrwa.org/how-you-can-help/government-partners/funding-trends.

Annexe II

Contributions annoncées au titre du financement des programmes de l'UNRWA en 2020 (en espèces et en nature) au 31 décembre 2020 et classées par montant

(Équivalent des montants en dollars des États-Unis)

| <i>Donateur</i> | <i>Total</i> |
|---|--------------|
| Allemagne | 210 384 339 |
| Union européenne | 157 059 235 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 64 129 434 |
| Suède | 60 420 012 |
| Japon | 33 080 021 |
| Suisse | 29 529 812 |
| Arabie saoudite | 28 933 333 |
| Norvège | 27 887 600 |
| Canada | 24 083 407 |
| France | 22 986 067 |
| Pays-Bas | 22 130 814 |
| Turquie | 20 561 025 |
| Italie | 17 714 100 |
| Danemark | 15 717 155 |
| Espagne (y compris les gouvernements régionaux) | 14 358 262 |
| Belgique (y compris le Gouvernement flamand) | 13 203 288 |
| Finlande | 10 352 571 |
| Irlande | 8 933 341 |
| Australie | 8 393 204 |
| Qatar | 8 000 000 |
| Jordanie | 7 392 615 |
| Luxembourg | 5 572 075 |
| Autriche | 5 049 507 |
| Inde | 5 000 000 |
| État de Palestine | 4 186 174 |
| Chine | 3 291 904 |
| Fédération de Russie | 2 000 000 |
| République de Corée | 1 164 611 |
| Émirats arabes unis | 1 000 000 |
| Pologne | 792 645 |
| Mexique | 750 000 |
| Monaco | 616 748 |
| Nouvelle-Zélande | 595 300 |
| République arabe syrienne | 457 279 |
| Oman | 432 637 |

| <i>Donateur</i> | <i>Total</i> |
|---|--------------------|
| Islande | 315 039 |
| Estonie | 308 911 |
| Azerbaïdjan | 300 000 |
| Tchéquie | 231 547 |
| Liban | 224 931 |
| Indonésie | 200 000 |
| Chypre | 168 000 |
| Malaisie (y compris Zakat Pulau Pinang) | 133 347 |
| Brunéi Darussalam | 114 712 |
| Liechtenstein | 103 093 |
| Kazakhstan | 100 000 |
| Malte | 83 910 |
| Portugal | 81 350 |
| Bulgarie | 77 263 |
| Brésil | 75 000 |
| Thaïlande | 70 000 |
| Lituanie | 54 289 |
| Slovénie | 54 289 |
| Bahreïn | 50 000 |
| Bangladesh | 50 000 |
| Viet Nam | 50 000 |
| Grèce | 44 867 |
| Roumanie | 44 300 |
| Lettonie | 20 812 |
| Égypte | 20 000 |
| Saint-Siège | 20 000 |
| Slovaquie | 16 797 |
| Pakistan | 13 690 |
| Total | 839 184 660 |

Note : À titre d'effort supplémentaire pour assurer la transparence financière, et conformément à l'engagement qu'il a pris dans le cadre du Grand Bargain de 2016, l'UNRWA publie des données financières sur les domaines publics, conformément à la norme fixée par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Des informations sur le financement peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.unrwa.org/donor_resource. Des données sur les contributions sont disponibles à l'adresse suivante : www.unrwa.org/how-you-can-help/government-partners/funding-trends.